

Afrique Noire - Etats-Unis

Quelques aspects de la diplomatie américaine
face à la décolonisation et après.

par Jean-Pierre BERNARD,

Licencié en Sciences Politiques et Diplomatiques, ULB.



On peut affirmer, non sans raison, que les Etats-Unis sont nouveaux venus sur le continent africain. Ce n'est en fait qu'après la seconde guerre mondiale que Washington s'est intéressé au continent noir. Celui-ci s'éveillait alors à la conscience politique. Avant 1950, l'Amérique gouvernementale et commerciale ne toucha l'Afrique que du bout du doigt, et encore de façon très occasionnelle.

La reconnaissance de l'Association Internationale du Congo en 1884 ; la participation à la Conférence de Berlin en 1885 ; l'intervention du Président Wilson, en 1919, à la Conférence de la Paix à Versailles, pour ce qui concerne les territoires coloniaux enlevés à l'Allemagne ; l'établissement du régime de tutelle à la Conférence de San Francisco en juillet 1945 ; le « point quatre » du programme du Président Truman, instituant une assistance technique dans les territoires dépendants et indépendants ; et enfin, comme conséquence de la filiation africaine des Noirs américains, l'établissement du Liberia par des groupes privés américains ; voilà l'essentiel des interventions des Etats-Unis dans le continent africain pendant deux siècles.

L'attitude américaine envers le problème colonial a été incontestablement influencé par les origines de leur propre histoire, l'esprit de 1776. Au fur et à mesure que les Etats-Unis ont eu à assumer des responsabilités de plus en plus importantes à travers le monde, ils se sont toujours attachés à essayer de faire coïncider leur politique extérieure avec leurs propres idéaux démocratiques.

A l'époque où la guerre froide commençait à dominer la pensée américaine, le Département d'Etat esquissait une politique africaine. Celle-ci se trouva d'emblée face à un dilemme qui allait devenir la préoccupation majeure de toute la politique des Etats-Unis envers l'Afrique. Ce dilemme

consistait, d'une part, dans la volonté de la défense du principe de l'auto-détermination et, d'autre part, dans la nécessité d'avoir une Alliance Atlantique puissante. « L'essence de ce problème était assez simple, écrit V. McKay, nous avons besoin d'amis en Europe et en Afrique, et quoi que nous fassions pour plaire aux uns, les autres s'irritaient » (1). Aussi entre 1950 et 1958, toutes les déclarations officielles de la politique américaine contiendront des phrases pour apaiser les Européens et d'autres pour séduire les Africains.

L'attitude du Département d'Etat relevait d'un incontestable pragmatisme. La guerre froide dominait toute la phraséologie politique. Dans ce contexte, la menace de satellisation des pays « non engagés » a été fortement ressentie aux Etats-Unis surtout dans les années qui ont suivi la guerre de Corée. Il fallait que l'Europe soit forte pour assurer la défense du monde libre et les Etats-Unis étaient prêts à aider leurs alliés dans les territoires d'Outre-Mer, mais à la condition qu'y règne la paix intérieure. Car toute tension politique dans les territoires dépendants risquait de servir de support à l'empire communiste. Aussi, les américains s'abstenaient-ils de critiquer, par exemple, la politique du Portugal en Angola et au Mozambique, et celle toute paternaliste de la Belgique au Congo, précisément parce que ces territoires étaient, jusque là, épargnés par la fièvre nationaliste. Mais cette attitude de complaisance ou de tolérance changera du tout au tout, dès qu'apparaîtront les premiers symptômes d'agitation.

1. Vers une politique africaine.

A cet égard, l'Affaire de Suez va marquer un tournant dans l'orientation de la politique africaine des Etats-Unis. Pour la première fois, Washington va se détourner de ses alliés français et britanniques en exigeant que ces derniers se retirent du territoire égyptien qu'ils venaient d'envahir.

Trois facteurs principaux sont à l'origine de ce revirement politique. Le premier est que les Etats-Unis ont tiré les conclusions qui s'imposaient face au progrès de l'Afrique vers l'indépendance. Le second facteur est d'ordre stratégique : l'emploi des missiles intercontinentaux en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ne ferait jouer aux nations sous-développées y compris l'Afrique, qu'une part insignifiante dans le conflit. Quant au troisième facteur qui a influencé la politique

(1) MCKAY V., *Africa in world Politics*, Harper and Row, New York, 1963.

américaine, il réside dans « l'existence et l'importance du contingent africain aux Nations-Unies » (2).

Jusqu'ici, les américains avaient été anticolonialistes par principe mais « conservateurs quant à l'application du principe » (3). Et le fonctionnement même de l'O.N.U forçait les Etats-Unis à prendre position sur chaque problème — les abstentions ayant aussi des répercussions et des significations politiques.

Du 15 au 22 avril 1958, Accra, capitale du Ghana, est le théâtre de la première conférence des Etats africains indépendants. Le Liberia, l'Ethiopie, le Soudan, le Maroc, la Tunisie, la Lybie et la République Arabe Unie étaient invités par le Premier Ministre Nkrumah. Trois ans après Bandoung, le thème de cette Conférence précise la revendication du droit à l'indépendance des peuples d'Afrique. Il ressort des onze résolutions du communiqué final que les Etats indépendants sont résolus à sauvegarder et à renforcer leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale ; déterminés à éliminer rapidement le colonialisme et la discrimination raciale du continent ; désireux de progresser dans les domaines économiques, sociaux et culturels, et de jouer un rôle important dans les affaires mondiales (4).

Dans un discours prononcé, avant la fin de la Conférence d'Accra, devant l'Association de politique Etrangère de Pittsburgh, M.J. Holmes, assistant spécial du Secrétaire d'Etat, déclarait que « les résultats de cette conférence (...) seraient étudiés de près par tous ceux qui s'intéressent à l'évolution politique de l'Afrique » (5). Plus loin il ajoutait que « la position des Etats-Unis au sujet du nationalisme africain ne pouvait donner matière à équivoque » (...) et que « les Etats-Unis constatent que, le glissement du colonialisme vers l'indépendance s'opère actuellement et que le rôle de l'Amérique est d'essayer de veiller à ce que cette évolution s'opère d'une façon constructive » (6). Mais si les Etats-Unis sympathisent officiellement avec les mouvements d'émancipation, ils n'insistent pas pour en hâter le rythme et optent en faveur d'une évolution progressive des institutions « en suivant un modèle évolutionniste plutôt que révolutionnaire » (7).

(2) FERKISS V.C., *Africa's search for Identity*, G. Braziller, Inc. New York, 1966, p. 303.

(3) *Ibid.*

(4) HOLMES J.C., United States and Africa : an official viewpoint. Address made before the American Assembly (Columbia University) at Arden House, Harriman, New York, on May 1. In *Department of State Bulletin*, May 26, 1958, p. 858.

(5) HOLMES J.C., The US and Middle Africa. Address made before the Pittsburgh Foreign Policy Association, Pittsburgh, Pa. on April 18. In *Department of State Bulletin*, May 12, 1958, p. 764.

(6) *Ibid.*, p. 767.

(7) HOLMES J.C., The US and Africa : an official viewpoint, *op. cit.*, p. 858.

D'autre part, un élément important de la politique africaine des Etats-Unis consiste à défendre l'idéal démocratique auprès des nouveaux pays africains, dans l'espoir de les voir faire partie de l'« Occident ». A cet égard, l'opinion américaine a quelque peu évolué. Il ressort des débats de la XIII^e réunion de l'*American Assembly* qu'« une majorité s'est dégagée estimant que les Etats-Unis ne devraient pas presser les nouveaux pays africains à entrer dans le camp occidental et qu'ils pourraient se satisfaire d'une attitude de stricte neutralité » (8).

C'est une tendance de se départir de la Doctrine Dulles qui proclame l'« immoralité » (sic) du neutralisme !

Mais l'attitude officielle du Département d'Etat ne cautionnait pas encore cette manière de voir.

M.J. Holmes l'a précisé lors des débats.

2. Le rapport Nixon (9).

Le voyage effectué en Afrique par le Vice-Président des Etats-Unis, M. Richard Nixon, en mars 1957, et au cours duquel celui-ci a visité huit Etats indépendants (Maroc, Ghana, Liberia, Uganda, Ethiopie, Soudan, Lybie, Tunisie) a revêtu une importance considérable. Ce voyage a constitué en quelque sorte la consécration officielle du tournant capital de la politique américaine vis-à-vis de l'Afrique Noire et a permis à l'opinion publique américaine de prendre « conscience du rôle décisif que le continent noir pourrait être appelé à jouer dans une épreuve de force éventuelle entre le monde libre et le communisme » (10). Car, en effet, une bonne partie de ce Rapport se greffe presque inévitablement au contexte de la guerre froide.

« L'Afrique est un objectif prioritaire pour le communisme international ; j'ai acquis, affirme R. Nixon, l'absolue conviction que les chefs communistes considèrent que, dans leurs desseins pour la conquête mondiale, l'Afrique est aujourd'hui aussi importante que la Chine pouvait l'être il y a vingt-cinq ans ».

La réaction anti-communiste de R. Nixon relevait plus de la polémique Est-Ouest que de la réalité. Car l'Union Soviétique n'a jamais eu de consulats dans les territoires dépendants. Quant avec les Etats-indépen-

(8) La Documentation Française. Les Etats-Unis et le développement économique de l'Afrique. *Notes et Etudes Documentaires*, 4 août 1960, n° 2.689, p. 6.

(9) Dans ce paragraphe, toutes les citations qui ne renvoient pas en bas de page sont extraites du Rapport NIXON. Voir le *Department of State Bulletin*, April 22, 1957, pp. 635 et ss.

(10) CHATEAUVIEUX P., Le Rapport Nixon et la défense de l'Afrique. In *Revue de Défense Nationale*, juin 1957, p. 911.

dants, les relations diplomatiques étaient très limitées. « Le Liberia s'oppose depuis longtemps à échanger du personnel diplomatique avec l'Union Soviétique, et l'Ambassade Soviétique en Union Sud Africaine n'a existé que peu de temps dans l'immédiat après-guerre. Seule l'Éthiopie possédait une représentation officielle d'URSS avant l'indépendance du Soudan, du Ghana et de la Guinée » (11).

D'autre part, bien que membre du Conseil de Tutelle des Nations Unies, l'URSS n'a jamais été choisie pour faire partie d'une délégation pour inspecter les territoires sous tutelle.

Mais si la menace communiste ne constitue pas un danger immédiat en Afrique, poursuit en substance R. Nixon, il ne faut pas la sous-estimer. Ce qu'il faut faire, c'est aider les pays africains « à préserver leur indépendance en face d'un tel péril ».

Dans son rapport, le Vice-Président des Etats-Unis se réjouit des grands progrès faits par le Mouvement Syndical Libre dans les pays d'Afrique. Il est vrai que la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) appuie très largement les mouvements nationalistes à telle enseigne que « le Conseil exécutif de la CISL a décidé en 1957, d'affecter 50.000 dollars à l'aide au mouvement syndical africain ; l'extension de cette aide a d'ailleurs été décidée à la suite de la dernière conférence d'Accra » (12).

Le Rapport recommande aussi l'établissement de liens diplomatiques et consulaires « aussi étoffés que possibles pour permettre aux Etats-Unis de mieux connaître les dirigeants (africains), de comprendre leurs espoirs et leurs aspirations, et de les aider dans leurs plans et leurs programmes, afin de consolider leurs propres nations et de contribuer à la stabilité du monde et à la paix ».

Faisant allusion à la situation des minorités raciales aux Etats-Unis (situation que les Africains réprouvent avec force) R. Nixon déclare : « Nous devons continuer à nous attaquer aux racines de ce problème. Nous ne pourrons parler d'égalité aux peuples d'Afrique et d'Asie, et pratiquer l'inégalité aux Etats-Unis. Dans l'intérêt national, autant que du point de vue moral, nous devons supporter les nécessaires étapes qui assureront un progrès méthodique jusqu'à l'élimination de la discrimination raciale aux Etats-Unis ».

Malgré tout, l'attitude des Africains à l'égard des Etats-Unis semble être très favorable. Si le prestige de l'Amérique est très élevé dans les

(11) LIBENOW J.G., *American Diplomacy in a New Era*. Edit. by S.D. Kertesz, University of Notre-Dame, 1961, p. 265.

(12) DUTRUT-EMPIS P., Les Etats-Unis face à l'Afrique Noire. In *Les Etudes Américaines*, cahier LXII, 1958, p. 7.

pays visités, c'est parce que, dit R. Nixon, « ces contrées savent que nous ne nourrissons pas d'ambitions dominatrices, et que la pierre angulaire de notre politique étrangère est d'aider les pays à résister à d'autres dominations. Ils comprennent que les Etats-Unis tiennent ferme aux principes, et que ce fut notamment l'élément déterminant de notre action dans la crise de Suez. Ils approuvent la position que nous avons prise à cette époque, et nous font confiance pour agir à l'avenir en conformité avec cette attitude ».

Ce voyage du Vice-Président Nixon en Afrique aura eu pour conséquence non seulement d'inaugurer la nouvelle orientation politique des Etats-Unis, mais aussi d'intensifier les recherches académiques et les voyages d'experts.

De plus, un élargissement considérable des cadres administratifs se consacrant aux problèmes africains au sein du Département d'Etat conduira à la création en 1958 d'un Bureau autonome des Affaires Africaines. Celui-ci s'affranchissant de la tutelle traditionnelle dans laquelle il se trouvait par rapport aux Affaires du Moyen-Orient.

3. La Réorganisation du Département d'Etat (13).

Eu égard au fait que la plupart des pays africains étaient sous la dépendance des métropoles européennes, il était normal que les affaires africaines traitées au Département d'Etat (très peu nombreuses, il est vrai) le fussent par l'intermédiaire du Bureau des Affaires Européennes. De ce fait, beaucoup d'informations déformées concernant l'Afrique arrivaient au Département d'Etat.

Dès 1950, G. McGhee, assistant du Secrétaire d'Etat, pousse un cri d'alarme en vue de remédier à cette déficience tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement (14). Déjà, en 1943, le Secrétaire d'Etat Cordell Hull avait placé les affaires africaines dans le Bureau pour les Affaires du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. Il faudra attendre le 10 septembre 1956 pour voir s'élever le statut des affaires africaines. A cette date est établie une section semi-autonome pour les questions africaines comprenant 34 fonctionnaires, dirigés par un « Deputy Assistant Secretary of State ». Cette section dépendant du Bureau pour les Affaires du Moyen-Orient s'affranchira de cette tutelle le 10 juillet 1958, date à laquelle un « Act of Congress » autorise la création d'un Bureau

(13) Voir Mc KAY V., *Africa in World Politics*, op. cit., pp. 288 et ss. *The US and Africa*. Published for the American Assembly, Columbia University, by A. Praeger, New York, London, 1963, p. 273.

(14) Voir *The Department of State Bulletin*, June 19, 1950.

autonome pour les Affaires Africaines (Bureau of African Affairs) dirigé par un « Assistant Secretary ». En 1962, il sera encore plus développé.

La réorganisation des services chargés de l'Afrique au Département d'Etat fait donc suite au Rapport du Vice-Président Nixon et amorce le développement de l'action politique des Etats-Unis en Afrique. Il est très symptomatique à cet égard de constater que le nombre de fonctionnaires du « service extérieur » (y compris les postes diplomatiques) traitant de l'Afrique va doubler en 4 ans : il passe de 664 en octobre 1957 à 1359 en juillet 1961.

Parallèlement à l'augmentation de la représentation diplomatique, il faut constater l'effort entrepris par le gouvernement américain pour améliorer la qualité des diplomates. « Des hommes comme Joseph Palmer II, William Rountree et d'autres ayant une longue expérience diplomatique furent nommés par le gouvernement aux plus hauts postes africains du Département d'Etat » (15).

4. La nouvelle orientation de la politique africaine des Etats-Unis.

A partir de 1958, la politique du Département d'Etat va se préciser. Les déclarations officielles commencent à faire état de la fin imminente de l'ère coloniale.

Celles de l'« assistant secretary of state » Julius C. Holmes sont symptomatiques à cet égard et traduisent parfaitement cette évolution. En janvier 1958, il se cramponnait encore à la thèse des « dangers d'une indépendance prématurée », élaborée en 1953 par Byroade. En mai, après la Conférence d'Accra, à la réunion de l'American Assembly, il était question de prévoir que le développement politique, économique et social des Africains serait le meilleur garant pour « préserver les bases essentielles de la démocratie et le concept universel de la dignité de l'homme » (16).

Il fera un pas supplémentaire vers la nouvelle politique à la fin mai dans une allocution prononcée à la Nouvelle Orléans, dans laquelle il se concentre sur le travail constructif des Nations Unies et sur l'élargissement de l'aide à donner à l'Afrique (17).

Il est vrai que le ferment nationaliste s'est développé très rapidement en Afrique. Même les observateurs les plus avertis n'avaient pas prévu cette brusque prise de conscience politique des Africains. Confrontés aux faits, les Etats-Unis ont été amenés à préciser davantage leur poli-

(15) LIBENOW J.Gus, *American Diplomacy in a new era*, op. cit., p. 253.

(16) HOLMES J.C. *US and Africa*, op. cit., p. 858.

(17) Voir MCKAY V., *Africa in World Politics*, op. cit., p. 342.

tique africaine y compris les implications en ce qui concerne l'Europe. Car à cette époque, l'Afrique « ne peut plus être considérée comme une extension du système de sécurité européen » (18). Plus jamais il ne sera fait mention de l'appui des Etats-Unis envers ses alliés de l'OTAN, tout au moins en ce qui concerne les questions africaines.

La nouvelle politique, qui se voulait positive, va se développer à partir de quatre nouvelles tendances.

La première consistera à appuyer plus que jamais le droit à l'indépendance politique des peuples d'Afrique. Le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles devait déclarer dans un discours fait à Cleveland, le 18 novembre 1958, que les Etats-Unis étaient en faveur de l'indépendance politique de « tous les peuples qui désirent et qui soient capables de prendre leurs responsabilités » (19). Le vieil argument de la « capacité » ou en d'autres termes du fait d'être « prêt » à l'indépendance, devait recevoir le coup de grâce, lorsque en avril 1960, le chef du Bureau des Affaires Africaines, Joseph Satterthwaite, déclarait que c'était plus une « question académique » qu'autre chose, car en fait « les peuples visent à acquérir leur indépendance, qu'ils soient prêts ou non, selon leur propre timing » (20).

La seconde nouvelle tendance mettra l'accent sur l'aide économique à apporter à l'Afrique. Les dépenses pour l'aide au continent noir, approuvées par le Congrès, vont s'élever très rapidement. Elles passeront de \$ 13.000.000 en 1956 à \$ 73.000.000 en 1958, et de \$ 139.000.000 en 1960 à \$ 204.700.000 en 1961 (21).

Les Etats-Unis participent aussi plus activement sur le plan financier aux programmes africains des Nations Unies et de ses agences spécialisées.

Le troisième élément de la nouvelle orientation politique verra disparaître dans les discours officiels les critiques adressées jusque là aux Etats africains qui se voulaient neutres. Le non-engagement ne paraissait plus « immoral » aux yeux du Département d'Etat. Ce dernier se sentit obligé de respecter l'indéfectible attachement des Africains à leur statut indépendant. C'est dans ce sens qu'est intervenu le président Eisenhower à l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 22 septembre 1960. Il demandait que les membres des Nations-Unies s'engagent d'une part à « respecter le droit des peuples d'Afrique de choisir leur propre « way of life » et de déterminer pour eux-mêmes le chemin qu'ils choisissent de suivre » et d'autre part à « s'abstenir de toute intervention dans les

(18) SHEPHERD G.W. Jr. *The Conflict of Interests in American Policy on Africa*. In *Western Political Quarterly*, Dec. 1959, p. 1003.

(19) DULLES J.F., cité par FERKISS V.C., *Africa's search for Identity*, op. cit., p. 305.

(20) *Ibid.*

(21) MCKAY V. *Africa in World Politics*, op. cit., p. 344.

affaires intérieures de ces nouvelles nations... par la subversion, la force, la propagande, ou par tout autre moyen » (22).

Les Etats-Unis perdraient-ils tout espoir de voir se rallier les pays africains à l'Occident ? Certes non. Le neutralisme commençait à être considéré comme un atout partiel dans la lutte mondiale contre le communisme. Mais la tolérance envers le neutralisme africain n'était pas illimitée, et s'arrêtait aux neutres que Washington considérait comme anti-occidentaux.

Enfin, le Département d'Etat prendra une attitude plus positive en ce qui concerne le rôle que les Nations-Unies doivent jouer en Afrique. Le nombre toujours plus grand de nouveaux Etats africains entrant à l'ONU a été décisif à cet égard. D'autre part, en 1959, à la XIV^e Assemblée Générale, sur les 123 résolutions adoptées, presque un tiers concernait directement les affaires africaines. Les Etats-Unis étaient aussi conscients que dans un avenir plus ou moins proche, les Etats africains formeraient le plus grand groupe régional au sein des Nations-Unies.

Les votes des Etats-Unis à l'ONU vont aussi se transformer. Par exemple, ils condamnent la politique d'Apartheid de l'Afrique du Sud, d'abord timidement en 1957 et 1958, puis de façon très catégorique en avril 1960. En fin de compte, si les Nations-Unies acquièrent subitement une grande importance pour les Etats-Unis, c'est surtout parce qu'ils » ne pouvaient pas trouver de meilleure voie pour traiter avec la nouvelle situation en Afrique » (23).

5. La « Nouvelle Frontière » en Afrique.

Beaucoup d'observateurs prétendent que l'entrée en fonction de l'équipe démocrate du Président J.F. Kennedy est à l'origine du changement radical de la politique africaine des Etats-Unis. Cette prétention, quelque peu teintée de partialité sous estime incontestablement le fait que la nouvelle politique avait été amorcée avant que le Président Eisenhower eut terminé son mandat. Le changement de la présidence a été l'occasion pour accentuer la nouvelle politique et en définir clairement les nouvelles options.

J.F. Kennedy avait la réputation d'être pro-africain. Au Sénat, il avait été président du sous-comité pour l'Afrique du Comité des Affaires Etrangères. Il était connu pour son aversion déclarée du colonialisme. En 1957, il avait notamment indisposé les Français par son soutien au FLN et à l'autodétermination de l'Algérie.

(22) McKAY V., *Africa in World Politics*, op. cit., p. 344.

(23) McKAY V., *Africa in World Politics*, op. cit., p. 347.

Dès son élection à la présidence des Etats-Unis, Kennedy nomma le Gouverneur du Michigan, G. Mennen Williams, Secrétaire d'Etat Adjoint aux Affaires Africaines, et ceci avant même d'avoir désigné le Secrétaire d'Etat Dean Rusk. G.M. Williams, en tant que Gouverneur avait été très actif en faveur des « Droits Civils ».

Une autre personnalité importante qui militait en faveur du nationalisme africain était le directeur du « Peace Corps » R. Sargent Shriver. Il entretenait des rapports étroits avec la Maison Blanche. La diplomatie américaine allait également recevoir un coup de fouet bénéfique avec la nomination d'Adlai Stevenson comme ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. Par ses voyages, et son opposition à Dulles et Eisenhower, il avait acquis une réputation favorable et un certain prestige parmi la plupart des leaders des nations en voie de développement.

L'équipe de la « nouvelle frontière » s'était donné pour objectif fondamental de rompre définitivement avec le colonialisme. Les Etats-Unis cherchaient à favoriser l'éclosion d'une « communauté mondiale pacifique d'Etats indépendants et libres, libres de choisir leur propre avenir et leur propre système, aussi longtemps que cela ne menacerait pas la liberté des autres » (24).

La nouvelle phraséologie politique va aussi se modifier et se voudra plus « positive » en ce sens que la formule « contre le communisme » fera place au concept « pour la liberté ». Celui-ci étant, affirme J. Marchand, « mieux adapté à la mentalité des pays sous-développés et à leurs aspirations » (25). Dans l'élaboration de sa nouvelle politique, l'Administration Kennedy misera donc sur les nationalismes africains, la liberté de choix pour ceux-ci, et aussi sur l'appui des Nations-Unies. C'est ainsi que la politique extérieure de l'équipe des « Nouvelles Frontières » à l'égard des territoires dépendants va offrir deux aspects significatifs, comme le fait remarquer G. Mennen Williams dans une conférence faite à la Boston College Law School, en mars 1962 (26).

1° L'approbation et l'appui sans réserves des Etats-Unis envers le grand mouvement d'auto-détermination des populations africaines.

2° La préparation rapide des territoires dépendants en vue du « self government » est indispensable au développement futur de l'Afrique.

Un autre aspect non moins important de la politique africaine de l'administration Kennedy, est l'appui quasi-constant accordé à l'Organi-

(24) MARCHAND J., *Les Etats-Unis et l'Afrique Noire*. In *Revue de Défense nationale*, août-septembre 1964, p. 1375.

(25) *Ibid.*

(26) Voir *Department of State Bulletin*, April 30, 1962, pp. 719 et ss.

sation des Nations-Unies dans ses activités affectant l'Afrique. Washington savait que les Africains considéraient leur participation aux Nations-Unies comme un élément de souveraineté nationale. Mais plus encore, les Africains comptaient sur l'ONU pour l'assistance économique car « les Nations Unies se tenaient à l'écart des rivalités entre les grandes puissances (...) et (les Africains) avaient le souci d'éviter les enchevêtrements de la guerre froide » (27). D'autre part, il n'était plus possible pour les Etats-Unis d'éviter de prendre position aux Nations-Unies dans quelque domaine que ce soit. « Les Nations-Unies nous forcent, déclarait M. Williams, d'avoir une opinion concrète dans toutes les matières concevables. C'est une bonne chose, poursuit-il (...), car notre position mondiale exige que nous cherchions à influencer d'une manière constructive le cours des événements » (28). Cela constituait une prise de position diamétralement opposée à ce qu'un groupe de spécialistes de politique étrangère avait déclaré au Comité Sénatorial des Affaires Etrangères en novembre 1959, lorsqu'il affirmait que « l'essence d'une bonne diplomatie à l'égard de l'Afrique devrait être l'abstention de choix entre l'Europe et l'Afrique, et l'encouragement d'une évolution pacifique des relations qui éviterait que de tels choix ne doivent se produire » (29).

*
**

Dans quelle mesure la politique africaine de l'Administration Kennedy, dont les options ont été analysées ci-dessus, a-t-elle été réalisée ? Certes, l'équipe des Nouvelles Frontières « a adopté une politique plus flexible et plus positive à l'égard de l'Afrique (...) mais, dit Emerson, les positions américaines fondamentales sont restées inchangées (...). Si, d'une part, nous appuyons l'autodétermination en nous associant aux forces révolutionnaires, nous restons, d'autre part, conservateurs dans nos efforts pour préserver ce que nous trouvons de bon dans les régimes coloniaux et leur héritage » (30).

D'aucuns avaient mis beaucoup d'espoir dans la nouvelle politique américaine à l'égard de l'Afrique. Changer de politique, est-ce si difficile ? Le fait est, en tout cas, que les tentatives de l'Administration Kennedy ne sont pas allées jusqu'au bout.

(27) FREDERICKS J.W., *The impact of the emergence of Africa on American Foreign Policy*. In *Department of State Bulletin*, May 28, 1962, p. 883.

(28) MENNEN WILLIAMS, cité par McKay, *op. cit.*, p. 355.

(29) US Congress, Senate Committee on Foreign Relations, *United States Foreign Policy - compilation of Studies*, 87th Cong. 1st sess. Document n° 24, Washington, 1961, p. 652.

(30) EMERSON R., *American Policy in Africa*, *op. cit.*, p. 309.

Car c'est à travers l'aide globale accordée par les Etats-Unis aux nations africaines que se mesure l'importance des moyens d'action mis au service de leur politique. Cette aide n'a jamais été très importante. Et par surcroît, le « Committee for Strengthen the Security of the Free World », appelé aussi Commission Clay, va présenter, le 20 mars 1963, un rapport au président Kennedy qui aura pour conséquence une diminution générale de l'aide accordée aux pays africains. Parmi les recommandations de cette commission le *New York Times* (25-3-1963) en retient les suivantes :

- l'aide militaire et économique accordée à la plupart des pays devrait être supprimée car les bénéficiaires n'ont pas une importance essentielle pour la sécurité des Etats-Unis ;
- il conviendrait de ramener le total du programme d'aide militaire à un milliard de dollars « en peu d'années » au lieu d'attendre 1968 comme l'a prévu le Département de la Défense ;
- la détermination de la nature et de l'étendue de l'aide américaine devrait posséder des motifs « économiques » plutôt que « politiques » sauf lorsque l'intérêt supérieur de la sécurité militaire ou d'autres circonstances extraordinaires entrent en ligne de compte ;
- les Etats-Unis devraient fixer des limites saines à leur action et non se laisser guider par une opinion publique versatile ;
- l'aide ne devrait pas aller à des entreprises industrielles et commerciales nationalisées qui font concurrence aux entreprises privées existantes.

D'autre part, le rapport Clay recommande aussi que les Etats-Unis « se contentent de participer à des programmes d'aide multilatérale avec la participation des pays de l'Europe Occidentale » (31).

6. L'Administration Johnson.

« Les Etats-Unis se consacrent aux mêmes buts que les peuples d'Afrique — justice, liberté et paix. Sous le président J.F. Kennedy, les Etats-Unis ont fait des progrès significatifs en vue de la réalisation de ces buts. Nous continuerons à travailler vers ces mêmes objectifs, sous mon administration » (32). Ainsi s'exprimait L.B. Johnson en décembre 1963.

(31) RUBIO GARCIA L., *Estados Unidos y Africa. Algunas premisas e implicaciones.* In *Revista de Política Internacional*, Sept., Oct. 1964, n° 75, p. 132.

(32) JOHNSON L.B. In *Department of State Bulletin*, January 6, 1964, p. 17.

Dans son premier message sur l'Etat de l'Union, il réaffirme la nécessité pour les Etats-Unis de poursuivre les efforts entrepris pour le développement de l'Afrique : « Nous devons renforcer l'aptitude des nations libres au développement de leur indépendance et à l'élévation de leur standard de vie — et par là frustrer ceux qui misent sur la pauvreté et le chaos. Pour ce faire, le riche doit aider le pauvre — et nous devons donner notre part » (33). L'enthousiasme de l'Administration Kennedy paraissait vouloir se maintenir dans la formulation de la politique africaine.

Mennen Williams, dans un discours (34), exprimait l'espoir que l'accomplissement de la politique américaine en Afrique

- favoriserait le développement du progrès des peuples africains en contribuant à la paix et à la stabilité mondiale, « choses essentielles à la sécurité des Etats-Unis » ;
- aiderait les nations africaines à construire une économie solide pour qu'elles puissent devenir d'authentiques membres de la communauté mondiale ;
- encouragerait l'application pacifique de l'autodétermination des territoires toujours dépendants ;
- développerait une véritable communauté d'intérêts entre l'Afrique et les Etats-Unis ;

et Mennen Williams d'ajouter, en substance, que si les Etats-Unis parviennent à réaliser ces buts, l'Afrique contribuera à la paix, la prospérité et la stabilité mondiales dans les années à venir.

En fait, malgré toutes ces bonnes intentions déclarées, l'Afrique va perdre progressivement de son intérêt dans la politique étrangère des Etats-Unis. Le nouveau fer de lance de la propagande politique américaine est significatif à cet égard. La notion même de « Great Society » est destinée à diriger l'attention des Américains sur les nombreux problèmes intérieurs qui restent encore à résoudre.

Est-ce l'annonce d'un néo-isolationnisme ? Certes non. Mais la détente entre l'Est et l'Ouest, provoquée par les débuts d'une « coexistence pacifique », a permis aux Etats-Unis de se poser la question de savoir, si véritablement une politique africaine était « vitale » pour l'Amérique.

(33) JOHNSON L.B., Message sur l'état de l'Union. In *Department of State Bulletin*, January 27, 1964, p. 110.

(34) MENNEN WILLIAMS G., United States Policy in Africa. In *Department of State Bulletin*, April 12, 1965, p. 548.

En termes de priorité dans la politique étrangère des Etats-Unis, l'Afrique ne jouit pas d'une position de mire, loin s'en faut. Les intérêts économiques américains en Afrique sont « marginaux et même triviaux » (35). Le président Kennedy lui-même avait reconnu que les « problèmes africains s'étaient révélés plus difficiles qu'il ne l'avait imaginé au début et qu'il y avait des limites aux capacités des Etats-Unis de demeurer seul dans un monde aussi compliqué que le nôtre » (36).

Le rapport de la Commission Clay est symptomatique à cet égard lorsqu'il déclare que « l'Afrique est une zone d'importance primordiale pour les anciennes puissances coloniales, mais non pour les Etats-Unis » (37). Washington va se détacher progressivement du continent africain pour être en mesure de faire face à d'autres engagements considérés quant à eux, comme « vitaux » pour les Etats-Unis. Ce sont notamment les problèmes de l'Amérique Latine, le problème intérieur de l'émancipation des noirs et surtout la guerre du Vietnam qui d'escalade en escalade finira par supplanter tous les autres problèmes. De plus, ce détachement des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique Noire va coïncider avec un certain « découragement croissant des experts du département d'Etat devant l'évolution de l'Afrique indépendante » (38). La confusion politique règne dans beaucoup d'Etat africains, et si on ajoute le ressentiment des Africains pour tout ce qui est ingérence étrangère, « il serait préférable pour les relations Afro-américaines, dit V.C. Ferkiss, que les Etats-Unis ne combattent pas les interventions et les intrigues communistes en Afrique, mais les laissent évoluer vers l'échec, comme l'indique la tendance actuelle » (39). Cette opinion est partagée par de nombreux « africanistes » américains qui sont par ailleurs « persuadés que l'heure de l'Afrique n'a pas encore sonné et que le moment d'une rentrée diplomatique serait meilleur si l'on enregistrait avant quelques échecs de type socialiste » (40).

Le président Johnson n'a, lui-même, jamais parlé en profondeur à propos des affaires africaines. Quant aux déclarations de ses collaborateurs, elles ressassaient des banalités bien connues sur l'autodétermination, le gouvernement par le consentement des gouvernés, l'égalité et la dignité raciales, le respect d'un authentique non-alignement, l'unité, les solutions

(35) FERKISS V.C., *Africa's Search for Identity*, op. cit., p. 327.

(36) KENNEDY J.F., cité par Marchand J., *La Politique américaine en Afrique Noire*, op. cit., p. 61.

(37) RIVKIN A., Lost goals in Africa. In *Foreign Affairs*, Oct. 1965, p. 113.

(38) AMALRIC J. In *Le Monde Diplomatique*, mars 1965, p. 2.

(39) FERKISS V.C., *Africa's Search for Identity*, op. cit., p. 329.

(40) AMARIC J., op. cit., p. 2.

africaines pour les problèmes africains, le progrès politique, économique et social, etc...

Le remplacement de G. Mennen Williams du secrétariat d'Etat adjoint aux affaires africaines par Joseph Palmer II semblait indiquer que la politique africaine des Etats-Unis allait évoluer. En fait, le président Johnson désirait combattre les impressions qui se faisaient de plus en plus précises sur sa politique africaine, à savoir que les Etats-Unis « perdaient de vue les autres régions (du monde) pour se préoccuper plus spécialement du Vietnam » (41).

Il choisit le troisième anniversaire de l'Organisation de l'Unité Africaine, le 26 mai 1966, pour convoquer les diplomates africains en poste à Washington, à une réception à la Maison Blanche.

Le discours que le Président prononça à cette occasion était en fait le premier de son mandat qui avait pour sujet l'Afrique. Si l'on extrait de ce discours ce qui semble plus ou moins neuf dans l'optique américaine en ce qui concerne les relations Afrique-Etats-Unis, on constate que le Président a insisté spécialement :

1° Sur l'importance de la coopération régionale, en tant que structure indispensable pour le développement économique de l'Afrique, et

2° Sur la nécessité d'intensifier l'éducation des Africains et de développer des moyens de communications plus effectifs parmi les pays africains. Les Etats-Unis, dit en substance L.B. Johnson, sont en train de réviser leur politique de développement et les programmes pour l'Afrique, ils veulent répondre aux besoins des Africains « de manière à ce que ces programmes soient réellement utiles (...) ». Avant tout, poursuit le président des Etats-Unis, « nous souhaitons agir dans la direction que l'Afrique souhaite pour elle-même, de sorte que les principes que nous partageons — les principes qui sont à la base de la Charte de l'OUA — se réalisent en conformité avec la culture et les aspirations des peuples d'Afrique » (42).

Tout compte fait, le discours du président Johnson se présente sous la forme d'une énonciation platonique de principe généraux, et l'on cherche en vain des éléments qui pourraient faire croire à une formulation

(41) STEBBINS R.P., *The United States in World Affairs*, New York, Harper and Row, 1966, p. 239.

(42) JOHNSON L.B., *The United States and Africa, A Unity of Purpose. Address by President Johnson (made at a White House reception on May 26, marking the 3rd anniversary of the Organisation of African Unity). In Department of State Bulletin, June 13, 1966, pp. 914-918.*

nouvelle et concrète de la politique américaine à l'égard de l'Afrique Noire.

Pourtant, il ne faut pas sous évaluer la conception selon laquelle le gouvernement américain tente de favoriser les actions de regroupement inter-africains. Plusieurs raisons sont avancées à Washington pour justifier cette politique. Parmi les plus importantes Philippe Decraene cite les trois suivantes :

1° (...) En évitant d'entrer en conflit avec le courant d'unité africaine, les puissances européennes conservent une chance de préserver encore une partie de leurs intérêts en Afrique.

2° La stabilité du Continent noir serait moins menacée si de grands ensembles régionaux pouvaient y être créés et s'y développer.

3° Il serait plus commode, donc moins onéreux, d'accorder une assistance économique et financière à de grands ensembles qu'à de petits Etats » (43).

Une tendance très précise se dessine donc, quand le Département d'Etat érige en principe de base de sa politique africaine, le fait que les Etats-Unis ne doivent pas chercher à se substituer aux anciennes puissances coloniales, mais au contraire, chercher à compléter leur action. Jadis une telle conception aurait choqué les responsables du Département d'Etat. Aujourd'hui, ils souhaitent même qu'une coopération étroite se manifeste entre les Etats africains indépendants et leur ancienne métropole. Les Américains ne se décideront à intervenir directement en Afrique que dans la mesure où se crée un vide politique favorable à une éventuelle mainmise communiste. C'est par crainte de ce « vide » que les Etats-Unis se sont engagés militairement et politiquement dans l'affaire congolaise.

Le président Johnson insistait, dans le discours précité, sur l'importance de la coopération régionale en Afrique. Une étude, dirigée par l'ambassadeur E.M. Korry, allait suggérer parallèlement une politique d'aide qui devrait faire état d'une « plus grande sélectivité dans les allocations de fonds (...). L'assistance américaine (...) devrait être concentrée dans quelques pays clés, comme l'Ethiopie, le Nigéria et la Tunisie, plutôt que d'être dispersée parmi la plupart des pays (du Continent) » (44).

Il est vrai que l'aide américaine aux Etats africains n'a jamais été très spectaculaire. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et jusqu'en

(43) DECRAENE Ph. Les Etats-Unis à la recherche d'une politique africaine. In *Le Monde, Sélection hebdomadaire*, n° 952, 12-18 janvier 1967.

(44) STEBBINS R.P., *op. cit.*, p. 240.

1965, elle ne représente que 4 % du total accordé au reste du monde. Mais le trait essentiel qu'il convient de faire remarquer est que la politique d'aide à l'Afrique ne distingue plus entre les « bons » Africains et les « mauvais » mais considère qu'il faut donner peu aux uns et aux autres (45).

Sur le plan purement politique, le Département d'Etat semble également avoir renoncé à l'exigence d'une adhésion inconditionnelle de la part des Africains aux thèses idéologiques de l'Occident. Ceci est prouvé par le fait que « les Etats-Unis soutiennent actuellement sans discrimination des Etats aussi fondamentalement opposés idéologiquement que la Guinée et la Côte d'Ivoire » (46).

D'autre part, ce qui est plus étrange, c'est de voir avec quelle facilité les Etats-Unis se maintiennent dans les nombreux pays d'Afrique où s'opèrent des coups d'état. Il suffit de prendre par exemple le cas du Nigéria ou du Ghana où les nouvelles équipes au pouvoir entretenaient dès leur mise en place, d'excellentes relations avec Washington. Cet aspect de la politique américaine en Afrique est très important. Pour poursuivre une politique africaine à long terme avec efficacité, les dirigeants américains exigent de leurs diplomates en poste en Afrique Noire « de ne négliger aucun secteur de l'opinion publique locale » (47), ce qui parfois leur vaut d'être gravement mis en accusation, comme en février 1964, lors d'un coup d'Etat au Gabon.

*
**

Au début de janvier 1968, dix ans après Richard Nixon, le vice-président des Etats-Unis, Hubert H. Humphrey entreprit un voyage de deux semaines en Afrique. Son itinéraire l'a amené à visiter huit capitales d'Afrique Noire : Abidjan, Accra, Addis-Abéba, Kinshasa, Lusaka, Mogadiscio, Monrovia et Nairobi.

Comme R. Nixon et les nombreux autres « officiels » américains ayant visité l'Afrique Noire ces dix dernières années, le Vice-Président des Etats-Unis a été expliquer les conceptions américaines en matière de politique étrangère. Il s'est surtout efforcé de rassurer ses interlocuteurs africains de la bonne volonté que les Etats-Unis manifestent à leur égard malgré leur profond engagement dans le conflit vietnamien. Ce dernier, précisément, constitue un facteur nuisible à leur prestige en Afrique. Les Etats-Unis sont conscient du fait que la plupart des dirigeants africains,

(45) DECRAENE Ph., *Les Etats-Unis à la recherche d'une politique africaine*, op. cit.

(46) DECRAENE Ph., *ibid.*

(47) DECRAENE Ph., *Les Etats-Unis à la recherche d'une politique africaine*, op. cit.

qu'ils soient modérés ou révolutionnaires, réprouvent violemment leur action dans le Sud-Est asiatique.

D'aucuns estiment même que le but principal du voyage de M. Humphrey était de venir apaiser les esprits sur cette matière, tant il est vrai que la colère des Africains augmente à chaque « escalade », considérant à juste titre que le coût des opérations militaires au Vietnam se fait au détriment de l'aide aux nations africaines dans leur lutte contre le sous-développement. C'est ainsi qu'un commentateur d'Algérie Presse-Service insistait sur ce point en ces termes : « c'est pour tenter de prévenir les mouvements de réprobation que la politique américaine en Asie ne manquera pas de susciter que M. Humphrey a effectué un tel déplacement » (48).

En fait, on peut se demander si le périple africain de M. Humphrey avait réellement d'autres buts. Si à part quelques gestes plus que modestes annoncés par le Vice-Président des Etats-Unis dans quelques pays africains (construction d'un hôtel à Kinshasa, octroi d'un crédit de 36 millions de dollars et demi par Banque Export-Import à la Côte d'Ivoire, accord destiné à financer des travaux d'approvisionnement en eau de Mogadiscio, capitale de la République de Somalie), « à aucun moment il n'a été question d'un sérieux accroissement de l'aide américaine à aucun Etat d'Afrique » (49).

Au contraire, le Congrès américain se voit dans l'obligation de réduire l'aide bilatérale chaque année davantage.

Les Etats-Unis, par la force des choses, se sont faits une conception générale de l'Afrique, qui justifie à leurs yeux, le repli ou l'abstention d'une politique dynamique dans cette partie du monde. Malgré tout, leur désintéressement n'est pas total. C'est du petit bout de la lorgnette que Washington continue à se préoccuper de l'évolution encore mouvante du Continent africain.

La guerre du Biafra, par exemple, a toujours été considérée comme une guerre tribale. Ce n'est que récemment, et par l'intermédiaire de la Croix-Rouge Internationale que les américains sont intervenus sous une forme humanitaire (50). Du point de vue politique, ils ont toujours considéré que Londres était mieux placé pour jouer le rôle de bons offices et tenter ainsi de ramener la concorde dans son ancienne colonie.

Ainsi considérée, cette optique n'a pas empêché Washington de soutenir verbalement le gouvernement de Lagos et d'affirmer son soutien à la cause de l'unité de la Fédération Nigérienne, restant ainsi dans la logique

(48) Cité par DECRAENE Ph. In *Le Monde Diplomatique*, février 1968, p. 24.

(49) DECRAENE Ph., *ibid.*

(50) PALMER J.II, US Contribution to Nigerian Relief. In *The Department of State Bulletin*, August 19, 1968.

de sa politique qui cherche à promouvoir le maintien ou la constitution de grands ensembles politico-économiques en Afrique. Cette attitude rencontre d'ailleurs la pleine approbation de l'OUA.

Une des preuves tangibles de cette politique de non-intervention, a été la décision de Washington de ne pas fournir d'armes aux belligérants (51). La présence soviétique à Lagos était un argument supplémentaire venant à l'appui de la thèse américaine. Jamais, les Etats-Unis n'ont soutenu ceux qui voulaient porter l'affaire Biafraise aux Nations-Unies. Il est vrai que l'OUA ayant elle-même rejeté une telle proposition, les Etats-Unis se seraient trouvés en face d'un échec diplomatique certain (52).

La nouvelle Administration Nixon semble vouloir continuer la politique africaine de son prédécesseur. Aussi, la sécession biafraise ayant vécu, grâce à la victoire militaire des Fédéraux, pourrait-on voir dans les mois qui viennent un regain de l'activité diplomatique américaine à Lagos. Il ne faut pas perdre de vue que l'URSS a marqué de son empreinte les trente mois de cette guerre civile. Il est vrai que les britanniques sont bien placés, sinon mieux que les soviétiques dans la lutte d'influence idéologique dans cette partie de l'Afrique Noire. Ce qui certainement rassure Washington. De toute façon, il ne faut pas s'attendre à de grands bouleversements de la part de la diplomatie américaine en Afrique Noire. Tant que les Etats-Unis seront embourbés dans le conflit vietnamien, leur politique africaine restera sclérosée.

7. Conclusions.

On peut déceler quatre lignes d'approches générales de la diplomatie américaine en Afrique. La première consiste à soutenir quelques pays clés. En Afrique orientale, c'est l'Ethiopie qui a la préférence non seulement pour le rôle international qu'Addis Abbeba joue sur le plan africain, mais aussi à cause de la présence de la base américaine d'Asmara. En Afrique Centrale, c'est évidemment le Congo-Kinshasa qui est à l'honneur. En Afrique Occidentale, les Etats-Unis soutiennent le Nigéria et en Afrique du Nord, ce sont le Maroc et la Tunisie. Le deuxième point fondamental pour les Etats-Unis consiste à laisser les anciennes métropoles aider les autres pays. Ceci est surtout vrai pour les anciennes colonies françaises. La troisième ligne d'approche générale consiste à favoriser et à soutenir la formation de grands ensembles économiques et politiques en

(51) PALMER J.II, US Policy toward Nigeria. In *The Department of State Bulletin*, October 7, 1968.

(52) Voir KATZENBACH, The Tragedy of Nigeria. In *The Department of State Bulletin*, December 28, 1968.

vue de créer des grandes entités suffisamment solides pour résister aux pressions communistes, et suffisamment grandes pour avoir des marchés et des partenaires économiques valables. Enfin, les Etats-Unis préparent l'avenir en s'intéressant à la jeunesse africaine, en les invitant à faire leurs études aux Etats-Unis. De cette façon, ils créent des liens qui seront certainement utiles dans l'avenir, lorsque ces jeunes prendront la relève des dirigeants actuels.

L'aide américaine aux Etats africains n'a jamais été très spectaculaire, et ne représente qu'un pourcentage très minime ($\pm 4\%$) du total de l'aide accordée au reste du monde. L'engagement des Etats-Unis au Vietnam et l'énorme fardeau que cette guerre impose au budget fédéral, d'une part, et les difficultés de la balance des paiements américaine, d'autre part, sont des éléments importants qui sont la cause d'un certain repli de l'aide au développement. Tout ceci a été confirmé lors du voyage du Vice-Président Humphrey, en janvier 1968, dans huit capitales africaines. Ce déplacement important a revêtu le caractère d'une mission d'explication de la politique étrangère des Etats-Unis.

L'Administration Nixon disposera-t-elle d'autres moyens ou aura-t-elle plus de volonté politique pour aider plus efficacement l'Afrique Noire dans son cheminement vers le développement, la stabilité et la prospérité ? Cela semble peu probable à court terme. Le président Nixon a certes affirmé dans son récent message sur l'Etat du Monde (53) que les Etats-Unis se tiendraient en dehors de tout conflit qui pourrait secouer l'Afrique. Du point de vue de l'aide au développement, la diplomatie américaine semble vouloir changer de méthode : « Nous aiderons nos amis d'Afrique à s'aider eux-mêmes » (54). La nouvelle politique africaine de Washington se veut, en effet, plus réaliste et se refuse à entretenir dans les pays africains un climat trop optimiste qui jusqu'ici avait été la règle.

C'est dans cette perspective que le Secrétaire d'Etat Williams P. Rogers a pris la température du Continent, lors de son récent voyage dans dix capitales africaines (55).

En fait ce périple peut s'inscrire dans une lignée traditionnelle de contacts directs entre les officiels américains et les Chefs d'Etat africains. Le ton a simplement changé. Aucune promesse n'a été faite. Seul le souci de Washington de voir se maintenir des régimes politiques stables pourrait être un facteur déterminant d'un apport d'investissements privés améri-

(53) Voir *Le Monde* du 25 février 1970.

(54) *Ibid.*

(55) 1^{er} février 1970.

cains. Ceci W.P. Rogers l'a bien fait comprendre à ses divers interlocuteurs.

En dernière analyse, il faut bien constater que la diplomatie américaine à l'égard du Continent africain est encore loin d'être dynamique. Il est vrai qu'elle est toujours hantée par les problèmes majeurs que constituent pour elle l'OTAN et le Vietnam. Mais d'autre part, l'Afrique ne représente un intérêt vital ni même primordial pour aucun grand secteur de la société américaine.

